mencées, il devoit s'attendre à être obéi ; ^{ce} que cependant, vû que dans les informations ^{ce} lûes dans son Conseil, un Pair de son Royau- ^{ce} me chargé d'exécuter ses ordres étoit com- ^{ce} promis, pour ne laisser aucun doute sur ce ^{ce} fait, il vouloit le juger dans sa Cour des ^{ce} Pairs de *Versailles* avec le Parlement de *Pa-* ^{ce} *ris.* »

Les Princes & Pairs convoqués ainsi le 30. Mars au Parlement, s'y sont rendus de l'agrément du Roi. La séance a été fort longue par divers incidens qui se sont élevés. Un des plus remarquables a été l'avis de quelques Pairs, qui ont prétendu que la Cour des Pairs ne pouvoit être convoquée que par Lettres-Patentes du Roi, & en conséquence ont voulu protester sur l'enrégistrement de celles qui ont été présentées ce jour-là, qui n'admet pas cette distinction. Sur cette question débattüe, tous se sont rendus à l'avis général, à l'exception du Duc de Fitzjames qui, ayant persisté dans son avis, a été interpellé par Mr. le premier Président de déclarer s'il entendoit protester ; & sur sa déclaration lui a dît de l'écrire & de la signer, pour par la Cour en être délibéré sur le champ. Mais les amis de Mr. de Fitzjames s'étant réunis pour lui faire connoître les suites que pourroit avoir sa protestation, il l'a déchirée & a demandé qu'elle fût regardée comme non avenue. Cette séance, qui a duré près de quatre heures après midi, s'est terminée par l'enrégistrement des Lettres-Patentes & la lecture d'un Mémoire du Parlement de Bretagne au Roi fort étendu, & auquel Mr. le Chancelier, a répondu au nom du Roi par une Lettre dont voici le contenu, & qui fait connoître celui du Mémoire.